

Etablissement support
Filière TELECOM

Octobre 2025

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES
ET SERVICES**
TELC 25-005

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Evolution et maintenance
de l'infrastructure téléphonique
du GHT 72**

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	5
4.1 Décomposition en lots.....	5
4.2 Décomposition en tranches.....	5
4.3 Décomposition en phases.....	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
6.1 Ordres de service.....	5
6.2 Bons de commande	6
6.3 Marchés subséquents.....	7
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	9
7.1 Clause environnementale	9
7.2 Clause sociale.....	9
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE.....	10
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	10
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac.....	10
10.2 Respect des principes de la République	11
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	11
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX.....	11
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX.....	12
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	13
13.1 Avance.....	13
13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité.....	13
13.3 Acomptes.....	14
13.4 Contenu de la demande de paiement	14
13.5 Comptables assignataires.....	15
13.6 Délais de paiement	15
13.7 Intérêts moratoires	15
CHAPITRE 3 : DELAIS.....	15
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	15
ARTICLE 15 : PENALITES.....	16
15.1 Pénalités pour retard.....	16
15.2 Pénalités pour indisponibilité.....	16
15.3 Pénalités diverses.....	17
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion	17
ARTICLE 16 : PRIME	17

CHAPITRE 4 : EXECUTION	18
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	18
17.1 Livraison	18
17.2 Clause de réexamen	18
17.3 Changement de références	19
17.4 Prestations similaires	19
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	20
18.1 Opérations de vérification	20
18.2 Maintenance des prestations	21
18.3 Garanties	21
ARTICLE 19 – ASSURANCES	21
ARTICLE 20 – RESILIATION	21
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	21
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	22
ARTICLE 23 – ANNEXE	22

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour l'ensemble des établissements du GHT 72.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'Evolution, la Maintenance et l'Assistance technique des systèmes téléphoniques des établissements de membres du GHT 72, ainsi que des applications tierces associées.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront pour partie sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique (fournitures, pose et prestations de maintenance) et pour partie sous forme d'un accord-cadre à marchés subséquents en application des articles R2162-1 à R2162-5 et R2162-7 à 2162-12 du Code de la commande publique (Evolutions des installations).

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique dans la mesure où, dans le cadre de la rédaction du Schéma Directeur Téléphonie, l'infrastructure téléphonique du GHT doit être considérée dans sa globalité.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Les prestations sont conclues pour une durée de douze (12) mois.

Le marché est tacitement reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 3 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter du 20/01/2026 ou de la date de notification si ultérieure.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bons de commande

A / Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec 1 titulaire

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum pour sa durée totale :

- Montant maximum : 4 500 000 € HT

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;
- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations et le cas échéant la ou les dates de livraison ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

B / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émis de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 15 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 30 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché.

6.3 Marchés subséquents

6.3.1 Généralités

L'accord-cadre fait l'objet de marchés subséquents conclus avec le Titulaire de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum pour sa durée totale au montant prévu à l'article 6.2. A) du présent CCAP.

6.3.2 Délais de passation des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

6.3.3 Présentation des offres des marchés subséquents

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres de prix **au moins aussi avantageuses que le référentiel de prix** figurant dans son offre qualificative de l'accord-cadre. Il peut éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent. A défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

6.3.4 Remise en concurrence des marchés

A la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la passation des marchés subséquents et l'invite à remettre une offre.

L'acheteur organise la présentation des offres des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Le délai de remise des offres ne peut être inférieur à 10 jours ouvrés.

L'acheteur émet une expression de besoin détaillée qui est transmise au titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire consulté doit transmettre son offre sous forme dématérialisée dans le respect des articles R. 2132-7 à R. 2132-14 du code de la commande publique ;

Le pouvoir adjudicateur évalue si l'offre déposée répond à son expression de besoin et si elle n'excède pas les crédits budgétaires alloués à l'opération.

Le marché subséquent est conclu avec le titulaire de l'accord-cadre sous réserve de l'acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur.

6.3.5 Variantes – marchés subséquents

Les consultations des marchés subséquents peuvent faire l'objet de variantes à l'initiative de l'acheteur.

Les variantes à l'initiative du candidat pourront être proposées sauf indication contraire du marché subséquent.

6.3.6 Audition - Négociation des marchés subséquents

Conformément à l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, il ne peut y avoir de négociation avec le soumissionnaire. Il est seulement possible de lui demander de préciser la teneur de son offre.

Des auditions pourront se tenir avec le soumissionnaire. Le soumissionnaire sera convié via la plateforme de dématérialisation et disposera au minimum de 7 jours calendaires pour se préparer. Aucune négociation ne pourra avoir lieu durant ces auditions. Le soumissionnaire sera invité à présenter son offre et éventuellement à préciser ou compléter certains points demandés.

6.3.7 Jugement des offres des marchés subséquents

Sans objet

6.3.8 Attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront mono attributaire.

6.3.9 Engagement de réponse aux marchés subséquents

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur à chaque demande de compléments d'offre en vue de la conclusion d'un marché subséquent.

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements. En cas de non réponse pour un marché subséquent, le titulaire doit motiver, justifications formelles à l'appui, son absence de compléments d'offres.

Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du titulaire, de moyens humains ou matériels, ou en cas de force majeure.

Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres opérations : il appartient au titulaire de prendre toute les mesures, recrutements, sous-traitance pour faire face à ses engagements.

Sans préjudice de la mise en œuvre des sanctions visées à l'article 15 du présent CCAP, et sauf en cas de force majeure ou d'indisponibilité momentanée et accidentelle, le titulaire sera en tout état de cause automatiquement redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1000€ dans les cas suivants :

- absence non justifiée de complément d'offre.
- si l'acheteur constate le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable.
- en cas de compléments d'offre qualitativement inférieur à l'offre remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix.

Si le titulaire de l'accord-cadre défaillant est déjà titulaire d'un marché subséquent, la pénalité sera déduite par le pouvoir adjudicateur du prix dû au titre de l'exécution de l'un quelconque des marchés subséquents alors en cours.

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

Le candidat devra également :

- proposer une part de matériels reconditionnés
- proposer des prestations de réparations de matériels (DECT, téléphones fixes ou mobile)

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique du titulaire,
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

En cas de reconduction, les prix pourront être révisés au début de chaque nouvelle année à la date de notification, en fonction de l'évolution de l'indice Syntec, selon la formule ci-dessous:

$$P1 = Po (0,15 + (0,85 \times In/Io))$$

P1 = Nouveau prix

Po = prix de l'année de base (notification du marché),

In = Indice SYNTEC publié avant la date de révision de prix

Io = Indice SYNTEC de l'année de base (3 mois avant la date de notification du marché)

Les prix ainsi révisés seront non révisables pour la durée d'une année.

Enfin, en cas de baisse des prix appliquée à l'ensemble de sa clientèle, le titulaire devra obligatoirement en faire bénéficier le GHT 72. Ceci pourra avoir lieu à tout moment.

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats de *Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT72*. Elle sera à présenter par la mise à jour des annexes financières du marché.

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2,5%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2,5%,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option A** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité

La remise de la demande de paiement intervient au début de chaque trimestre pour les prestations effectuées le trimestre précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement trimestrielle établissant le montant total, arrêté à la fin du trimestre précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Pour les prestations **ponctuelles** (projet, évolutions des installations, etc), le mode de facturation pourra être :

- **Au Service Fait**
 - Soit Après l'admission des prestations admises par signature d'un Procès-verbal de réception, au plus tard dans le mois qui suit la signature du Procès-Verbal attestant du service fait
 - Soit selon l'échéancier de facturation suivant :
 - à la Mise en Ordre de Marche : installation permettant la réalisation des tests techniques et fonctionnels. Selon le nombre de jours produits effectivement pour réaliser cette étape.
 - 50 % à la Vérification d'Aptitude : elle est prononcée à la fin des tests techniques et fonctionnels, quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées. Selon le nombre de jours produits effectivement pour réaliser cette étape.

- 20 % à la Vérification de Service Régulier : elle est prononcée au bout de trois mois d'utilisation en production quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées. Selon le nombre de jours produits effectivement pour réaliser cette étape.
- Soit à signature de la VSR :
100% à la Vérification de Service Régulier : elle est prononcée au bout de trois mois d'utilisation en production quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées.

Pour les marchés subséquents, les modalités de paiement seront précisées dans les documents spécifiques.

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

13.7 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Voir C.C.T.P.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

La pénalité de retard s'applique selon la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 500$$

dans laquelle :

- P correspond au montant des pénalités,
- V à la valeur des prestations (égale au montant hors variation de prix et hors TVA de la partie des prestations retardées).
- R = le nombre de jours de retard.

15.2 Pénalités pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés à l'article 14.2.5 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 14.2 du CCAG FCS, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 30$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 200 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 200 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.4 Pénalités pour défaut d'insertion

Sans objet

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée ;

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 14.2 du présent CCAP.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les fournitures devront être livrées dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par le Directeur des Achats à l'adresse suivante :

indiqué dans l'annexe A « Coordonnées des établissements membres du GHT 72 »

Le titulaire du marché précisera impérativement en réponse à la commande, le **délai de livraison maximum des articles**, à compter de la date de réception du bon de commande.

17.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.
Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.
- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif ou de sa maintenance à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.

17.3 Changement de références

Dans l'hypothèse d'un changement de références d'un article, sans incidence sur le prix, le titulaire devra adresser systématiquement à la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, une nouvelle grille de références avec correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature afin de permettre le suivi de la facturation.

17.4 Prestations similaires

Pour les prestations de services, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

Pour les prestations de fournitures, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de faire procéder à des livraisons complémentaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

Les prestations ponctuelles (projet, évolutions des installations, etc) sont soumises à opérations de vérification/admission :

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les prestations livrées au titre du marché

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est informé par l'acheteur du jour et de l'heure auxquels sont prévus les opérations de vérification afin de pouvoir y assister ou de se faire représenter. Son absence ne compromet pas la régularité de la procédure de vérification.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

L'acheteur peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 18.1.3 du présent CCAP.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par l'acheteur et notifiées dans les quinze jours.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Application du CCAG-FCS

Ajournement des prestations

Application du CCAG-FCS

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS.

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Maintenance des prestations

La maintenance effectuée dans les locaux du GHT72 s'effectue entre 09H00 et 17H00, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

En application de l'article 32.3 du CCAG-FCS, le délai de restitution du matériel est de quinze jours pour la maintenance effectuée chez le titulaire.

Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément en panne dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

18.3 Garanties

Application du CCAG-FCS

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES CEDEX 1

02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79

paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS

ARTICLE 23 – ANNEXE

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT 72
